

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°65 - Semaine du 22 décembre 2023

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

78 licornes au total dans la région nordique

Soit l'une des densités de « licornes » (start-ups dont la valorisation dépasse 1 Md\$) par habitant les plus élevées au monde

Pays nordiques

Les salaires réels suédois et norvégiens ont diminué davantage que dans la zone euro.

Les salaires réels, c'est-à-dire les salaires corrigés de l'inflation, ont diminué davantage en Suède (-3,3 %) et en Norvège (-2 %) que dans la zone euro (-1,6 %), selon Eurostat et Statistics Norway. La Finlande enregistre une légère hausse des salaires réels (+0,8 %) pour la période du T2 2022 au T2 2023.

	Salaires nominaux T2 2022-T2 2023	Salaires réels T2 2022-T2 2023
Suède	3,4	-3,3
Norvège	4,8	-2,0
Danemark	2,6	-1,0
Finlande	6,0	0,8
France	4,4	-1,6
Zone Euro	4,5	-1,6

En 2022, les pays nordiques de l'UE ont consacré environ 1,5 % de leur PIB à la défense.

Selon l'Agence européenne de Défense, bien que la Suède ait augmenté ses dépenses militaires de +30 % en 2022, elle ne consacre encore que 1,4 % de son PIB à son budget de défense. La Suède souhaite rejoindre l'OTAN qui fixe une cible de dépenses militaires à 2 % du PIB. Le Danemark, avec une augmentation de +8,5 % en 2022, affiche également un taux de 1,4 % de son PIB consacré à la défense. Enfin, la Finlande se distingue avec 1,9 % de son PIB consacré à ses dépenses militaires (même niveau que la France) malgré un budget légèrement en baisse en 2022. La tendance sera à la hausse en 2023 compte tenu de son adhésion à l'OTAN.

Danemark

L'économie danoise est entrée dans une phase de croissance « modérée ».

C'est ce qu'a souligné le ministère des Affaires économiques suite à la forte inflation et les taux d'intérêt élevés ayant eu un impact sur la consommation et l'investissement immobilier. L'activité a toutefois été soutenue par l'industrie pharmaceutique. Après une légère contraction au cours des deuxième et troisième trimestres, la croissance du PIB devrait ainsi s'établir à +1,2% en 2023 et se poursuivre en 2024 (+1,4%) et 2025 (+1,0%). Dans son dernier rapport, publié le 12 décembre, le ministère présente un bilan économique optimiste, avec une baisse significative de l'inflation depuis le début de l'année 2023, un redressement progressif de la consommation privée et l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages danois dans les années à venir.

La Confédération des industries danoises prévoit une croissance atone pour 2024.

Dansk Industri anticipe que la croissance ne dépassera pas +0,7%, en lien avec la récession technique qui a touché le Danemark (-0,9% au T2 et -0,1% au T3 2023), les taux d'intérêts élevés affectant les investissements et la faible demande dans les pays voisins, notamment en Suède et en Allemagne qui devrait freiner la production industrielle et les exportations. DI estime cependant que le marché du travail restera solide d'ici à 2025, malgré un léger déclin (-44 000 emplois).

La réforme fiscale a fait l'objet d'un accord entre le Gouvernement et 4 autres partis.

Le Gouvernement s'est accordé avec le parti populaire conservateur (De Konservative), le parti social-libéral danois (Det Radikale Venstre), les Démocrates (Danmarksdemokraterne) et la Nouvelle Droite (Nye Borgerlige). Le financement de cette réforme annoncée devrait s'élever à 6,8 Mds DKK (912 M€) en 2030. L'accord reprend largement les grandes lignes présentées par le Gouvernement fin octobre. Pour rappel, l'objectif affiché est de rendre le travail plus attrayant et de renforcer l'offre de main-d'œuvre d'ici à

2030 (+ 5 300 emplois). La réforme comprend l'augmentation de la déduction d'impôt pour l'emploi et la déduction supplémentaire spéciale pour les parents isolés, ainsi que l'introduction de deux nouvelles tranches : une tranche intermédiaire pour les revenus annuels compris entre 618 000 DKK et 750 000 DKK (82 000 et 100 000€) avec un taux d'imposition de 7,5%, contre 15% actuellement, et une nouvelle tranche pour les montants au-delà de 2,5 M DKK (335 200€) avec un taux de 20%. Par ailleurs, de nouvelles mesures ont été intégrées au plan initial. D'une part, 150 M DKK (20,1 M€) seront fléchés vers la réduction des droits de succession, pour relever le seuil à partir duquel l'actif successoral est imposable (120 M DKK) et réduire les droits de succession pour les héritiers indirects (30 M DKK). D'autre part, 150 M DKK financeront l'augmentation de la prime dite « senior », accordée au cours des deux premières années suivant l'âge de la retraite pour les personnes toujours en emploi et travaillant au moins 30 heures par semaine. En outre, une déduction supplémentaire pour l'emploi sera introduite pour les personnes occupant un emploi au cours des deux années précédant l'âge de la retraite.

Le Danemark introduira une taxe sur les billets d'avion à partir de 2025.

L'accord conclu entre le Gouvernement et deux partis de la gauche (la Liste Unitaire et le Parti socialiste populaire) prévoit une mise en place progressive d'une taxe passager qui s'élèvera en 2030 à 50 DKK (7€) sur les vols en Europe, 310 DKK (42 €) sur les vols moyen-courriers et 410 DKK (55 €) sur les vols long-courriers. En moyenne, la taxe s'élèvera à 70 DKK (9 €) en 2025 pour atteindre 100 DKK (13 €) en 2030. Elle s'appliquera uniquement aux vols au départ du Danemark, impliquant un double paiement de la taxe sur les vols A/R intérieurs. Les recettes de cette taxe sont estimées à 1,2 Mds DKK (160 €) en 2030. Alors qu'une partie sera dédiée à la transition verte du secteur aérien, elles serviront également à augmenter l'allocation pour personnes âgées vulnérables (ældrecheck), ce qui a suscité de vives critiques. L'accord dédie également 800 M DKK (107 €) à un appel d'offres portant sur la première ligne intérieure verte.

Finlande

La Finlande en récession en 2023 (-0,5 % du PIB).

Le ministère des Finances et la Banque centrale convergent dans les prévisions révisées pour 2023 qui confirment un recul de l'activité plus important que prévu au second semestre de cette année. Les prévisions pour les années ultérieures, en revanche, divergent. Le ministère des Finances prévoit un rebond de l'activité à +0,7% en 2024 (au lieu de +1,2% annoncé à l'automne), puis +2% en 2025 (au lieu de +1,8%), porté par la baisse des taux, la reprise de la consommation et de l'investissement immobilier résidentiel. La Banque Centrale est moins optimiste sur le rythme et la vigueur de la reprise : la récession se poursuivrait en 2024 (avec une croissance du PIB de -0,2%), et un rebond de l'activité en 2025 plus lent à +1,5%.

La Finlande recule dans le classement PISA 2022, mais reste au-dessus de la moyenne OCDE.

Le recul était attendu. Le programme international de suivi des acquis des élèves de plus de 15 ans montre que le niveau des élèves en Finlande recule depuis 2006. La moyenne en 2022 est de 511 points en sciences, 490 en lecture et 484 en mathématiques, contre 522, 520 et 507 points en 2018, et 563, 547 et 548 points en 2006.

Net ralentissement de l'inflation en Finlande.

L'inflation s'établit à 3,3% en glissement annuel en novembre 2023 (soit -1,3 point de pourcentage par rapport à octobre). Le ralentissement s'explique notamment par la baisse du prix de l'électricité, ainsi que par celle des prix du pétrole et de l'immobilier. L'inflation s'établit à +0,7% en données harmonisées (IPCH), nettement sous la moyenne de la zone euro de +2,4%. L'Indice finlandais inclut, à la différence de celui européen, les coûts des logements en propriété ainsi que les intérêts de paiement.

La présence française en Finlande s'est renforcée entre 2021 et 2022.

Selon *Statistics Finland*, en 2022, la Finlande comptait 160 filiales d'entreprises françaises, représentant 11 249 emplois et réalisant un chiffre d'affaires cumulé de 4,7 Mds€, contre 138 filiales, 9 000 emplois et 3,7 Mds€ de chiffre d'affaires en 2021. La France passe du 10^e rang au 9^e rang.

Les premiers pays investisseurs en Finlande sont la Suède (plus de 1 600 filiales, 90 000 emplois, 31 Mds€ de chiffre d'affaires), devant les Etats-Unis (600 filiales, 30 000 emplois, 15 Mds€) et l'Allemagne (400 filiales, 26 000 emplois, 16 Mds€).

La Commission accorde une aide de 800 000 € à la Finlande pour le Balticconnector.

Le financement d'urgence sera accordé par le Fonds européen pour la sécurité intérieure (FSI) à la marine et aux gardes-frontières finlandais. Il permettra de couvrir les coûts de sécurisation de la zone où le gazoduc, qui relie les réseaux gaziers estonien et finlandais, a été endommagé en octobre, ainsi que ceux de l'enquête sur les circonstances de l'incident. Selon les premiers éléments publiés par les autorités finlandaises, le dommage aurait été provoqué par l'ancre d'un navire chinois.

OP et Nordea créent une joint-venture pour développer une application de paiement mobile.

L'application proposera des solutions qui faciliteront l'envoi et la réception de factures électroniques et les paiements en ligne par numéro de téléphone. Le service sera similaire à celui de Mobilepay, la principale application de paiement mobile en Finlande, développée par Danske Bank.

Nokia fait l'acquisition de Fenix Group, entreprise américaine du secteur de la défense.

Fenix est spécialisé dans les instruments de communication tactique, et dans les technologies sans fil nécessaires aux drones et aux robots à réalité augmentée à usage militaire. Fenix est un fournisseur de l'armée des Etats-Unis.

Islande

L'Islande pourrait compter 500 000 habitants d'ici 20 ans.

Selon les projections de Statistics Iceland, la population islandaise devrait passer de 388 000 habitants en 2023 à 611 000 habitants en 2074 (ou entre 518 000 et 760 000 avec une probabilité de 90%). Selon le scénario médian, le taux de fécondité sera de 1,4 enfant par femme en 2073, l'espérance de vie à la naissance sera de 89 ans pour les femmes (contre 84 ans en 2022) et de 84 ans pour les hommes (contre 81 ans en 2022). L'immigration nette sera positive tout au long de la période. Selon les projections, à compter de 2057, la population des plus de 65 ans sera plus importante que celle des moins de 20 ans.

Le pouvoir d'achat diminue pour le cinquième trimestre d'affilé.

Le pouvoir d'achat du revenu disponible des Islandais a diminué de -2,7% au troisième trimestre 2023 par rapport au même trimestre l'année précédente alors que le revenu disponible a augmenté de +8% sur la période. Le pouvoir d'achat est en baisse pour le cinquième trimestre consécutif. Les dépenses des ménages ont augmenté de +19,7% au troisième trimestre 2023 par rapport au même trimestre en 2022 tandis que les salaires n'ont augmenté que de +10,9% sur la période (+13,1% pour les revenus des ménages en général).

Exonérations de taxes pour les véhicules propres remplacées par des subventions directes.

À compter de janvier 2024, des subventions directes pouvant aller jusqu'à 900 000 ISK (5 960€) remplaceront les exonérations de TVA pour l'achat de véhicules à énergie propre (électriques ou à hydrogène). Le prix d'achat des véhicules éligibles ne devra pas dépasser 10 M ISK (66 000€). Les dépenses pour cette subvention sont estimées à 30 Mds ISK (200 M€) sur les cinq prochaines années dont 7,5 Mds ISK par an (50 M€) pendant les deux premières années et 5 Mds ISK (33 M€) ensuite. Cela représente une économie de 4,1 Mds ISK (27 M€) en 2024 par rapport au montant des exonérations fiscales de 2023 uniquement pour l'achat de voitures à énergie propre. Par ailleurs, les exonérations fiscales pour l'achat de vélos seront supprimées.

Suite à l'éruption volcanique du 19 décembre, les dégâts à Grindavík sont évalués à 66,3 M€.

L'assurance contre les catastrophes naturelles d'Islande (NTÍ) a reçu des rapports concernant des dommages sur 230 propriétés à Grindavík. D'après l'assurance, le montant des pertes qui sont assurées représentera entre 6 et 10 Mds ISK. Il n'est pas encore possible de verser les indemnités tant qu'une évaluation des zones possibles d'habitation n'a pas été effectuée.

Allocation d'un budget spécial à Business Iceland pour restaurer l'image du pays.

Le ministère de la Culture et du Commerce a accordé une contribution spéciale de 100 M ISK (670 000€) pour soutenir l'industrie du tourisme suite à l'épisode sismique survenu au mois de novembre. Cet événement avait été largement repris dans la presse étrangère, générant une baisse des réservations de voyages vers l'Islande d'environ -10 à -15% d'après la ministre du commerce et de la culture Lilja Alfreðsdóttir. Le tourisme a généré 455 Mds ISK (3 Mds€) de revenus en 2022 et il est attendu qu'il génère 650 Mds ISK (4,3 Mds€) en 2024 si aucun événement naturel imprévisible ne survient.

Norvège

Rebond de l'inflation (+ 4,8 %) et hausse du taux directeur (4,5 %).

L'indice des prix à la consommation a augmenté de + 4,8 % en glissement annuel en novembre, contre + 4 % en octobre. Pour lutter contre cette persistance de l'inflation, la Banque de Norvège a relevé le 14 décembre son taux directeur de 0,25 point à 4,5 %. Elle a laissé entendre que celui-ci resterait probablement à ce niveau jusqu'à fin 2024.

Accord historique à la COP28, selon la Norvège.

Le pays s'est associé à l'accord international de réduction des émissions, publié à l'issue de la COP28. Le ministre des Affaires étrangères Eide a souligné que c'était la première fois que la nécessité de sortir des énergies fossiles était exprimée aussi explicitement par la communauté internationale et la Norvège. Au total, les engagements financiers de la Norvège à cette 28^e COP s'élèvent à 230 M€.

Répercussions sur la Norvège de la directive européenne sur les émissions industrielles.

Le Parlement européen et le Conseil européen ont achevé leurs négociations sur la directive sur les émissions industrielles (IED), qui concerne la Norvège au titre de l'accord EEE. L'objectif du texte est d'atteindre la neutralité carbone des industries européennes d'ici 2050. S'agissant de l'activité pétrogazière, seules les opérations terrestres seront concernées. Les plateformes *offshores* continueront donc à être soumises à la législation norvégienne et non pas communautaire. En revanche, les usines de fabrication de batteries, les activités minières et certaines activités agricoles tomberont sous le coup du texte.

Augmentation des exportations nettes d'électricité de + 53 % en 2023.

Le système est désormais moins en tension qu'en 2022, selon le gestionnaire du réseau Statnett. Si des inquiétudes demeurent quant à une éventuelle saturation du réseau norvégien, le ministre des Énergies Aasland a affirmé que la Norvège était à l'abri d'un rationnement de l'électricité, souvent évoqué cet été.

Accord au Storting sur la taxe sur l'éolien terrestre.

Une majorité de partis (travilliste, centriste, conservateur, libéral, vert et chrétien-populaire) s'est accordée le 12 décembre pour abaisser le taux de l'impôt sur l'éolien terrestre de 35 % à 25 %. Le 29 septembre, un compromis avait été trouvé au Storting pour abaisser le taux de cette taxe de 40 à 35 % et reporter son entrée en vigueur à l'année fiscale 2024. Cette annonce a été saluée par l'organisation patronale NHO.

Investissements record dans les hydrocarbures en Norvège.

D'après les prévisions de l'organisation patronale Offshore Norge, les investissements dans le pétrole et le gaz devraient atteindre le niveau record de 20 Mds€ en 2024, soit + 9 % par rapport à 2023. La courbe des investissements devrait ensuite repartir à la baisse dès 2025. Le ministre des Énergies Aasland a déclaré qu'il convenait de « *réduire la production norvégienne de pétrole, mais pas trop rapidement* ».

Gaz : contrat de long terme entre Equinor et l'Allemagne.

Equinor s'est engagée hier à livrer du gaz pendant au moins dix ans à la compagnie publique allemande SEFE (Securing Energy for Europe). Ce contrat prévoit une clause d'extension de cinq ans, pour un volume total de 1 420 TWh jusqu'en 2039. Le prix des livraisons devrait dépasser 45 Mds€ et ce gaz couvrira un tiers des besoins de l'industrie allemande.

Les collectivités critiquent l'objectif zéro émission des navires de croisière dans les fjords.

À deux reprises ces dernières années, le Storting a fixé la date de 2026 pour atteindre l'objectif zéro émission des navires de croisière dans les fjords classés au patrimoine mondial de l'UNESCO (Geirangerfjord et Nærøyfjord). Redoutant d'importants manques à gagner, plusieurs mairies et professionnels du tourisme des communes riveraines ont dénoncé ce projet auprès de l'Autorité de surveillance de l'AELE (ESA) en novembre 2023, estimant les périodes de transition trop courtes. Face à cette mobilisation, la Direction du trafic maritime suggère d'autoriser les carburants alternatifs jusqu'en 2036.

Suède

Signature d'un accord franco-suédois sur l'énergie nucléaire.

Dans le cadre de la préparation du prochain partenariat stratégique franco-suédois, les ministres Agnès Pannier-Runacher et Ebba Busch ont cosigné le 19 décembre, en marge du Conseil des ministres européens de l'énergie à Bruxelles, une déclaration d'intention officialisant leur engagement à collaborer étroitement pour développer et exploiter l'énergie nucléaire. Cet accord prévoit une coopération approfondie notamment dans la construction de nouveaux réacteurs, le cycle du combustible, ainsi que la recherche et développement, y compris sur les petits réacteurs nucléaires modulaires (SMR). Avec son projet de construction d'un productible nucléaire équivalent à celui de 2 réacteurs de forte puissance d'ici 2035 et à celui de 10 réacteurs de forte puissance d'ici 2045, "la Suède revient en force en tant que nation nucléaire", a déclaré Ebba Busch. La France, forte de son avance technologique dans le domaine nucléaire, s'engage à soutenir la Suède dans ses projets ambitieux. La ministre Agnès Pannier-Runacher a souligné que "cet accord et la construction de nouveaux réacteurs en Suède vont bénéficier à la filière nucléaire française". Il contribuera au renforcement des capacités industrielles européennes.

Les investissements directs entre la France et la Suède en hausse.

Selon SCB, le stock des investissements directs français en Suède est passé de 66 Mds SEK (6,4 Mds€) en 2021 à 76 Mds SEK (7,2 Mds€) en 2022. Dans le même temps, le stock des investissements directs suédois en France est passés de 109 Mds SEK (10,7 Mds€) en 2021 à 126 Mds SEK (11,9 Mds€) en 2022, ce qui constitue un nouveau niveau record.

Une fragile embellie de la croissance du PIB pour 2024.

Elisabeth Svantesson, ministre des Finances, table sur une embellie de la croissance économique pour 2024. Ainsi, après une contraction du PIB de -0,5% en 2023, son ministère table désormais sur une hausse du PIB de +0,6% en 2024. Une inflation finalement plus faible que prévue, des exportations dynamiques ainsi que des anticipations du marché de baisse des taux

dès l'été 2024 par la Banque de Suède devraient soutenir une reprise de la demande intérieure.

Un taux d'inflation en glissement annuel en baisse (+ 5,8 %).

Malgré une hausse des coûts de l'électricité et des intérêts, le taux d'inflation global ralentit selon Statistics Sweden. En novembre, il est de + 5,8% contre + 6,5% en octobre. En novembre, le taux d'inflation hors effet de taux (CPIF) a surpris les analystes en atteignant +3,6% en glissement annuel, nettement en dessous des attentes moyennes de +4,0%. Le taux d'inflation sous-jacente, excluant l'énergie, s'est élevé à +5,4%, en dessous des prévisions de +5,9%.

Forte appréciation de la couronne suédoise par rapport à l'euro.

La couronne suédoise (SEK) s'est appréciée de +6% face à l'euro en 3 mois (mouvement accéléré depuis le 1 novembre), et retrouve, avec une parité actuellement de 11,14 SEK/€, le niveau de taux de change enregistré au début de l'année 2023. Sur 3 ans, en revanche, la SEK s'est dépréciée de -10% par rapport à l'euro.

En 2022, la Suède 5^e (OCDE) en termes de dépenses de R&D en pourcentage du PIB.

En 2021, le Royaume scandinave, un des pays les plus intensifs en termes de recherche et développement (R&D) en Europe et dans le monde, avait glissé de la troisième à la cinquième place dans le classement de l'OCDE selon Statistics Sweden. Cette baisse était attribuée aux tendances à la hausse aux États-Unis (3^e) et en Belgique (4^e) au cours de la dernière décennie.

Le taux moyen de l'impôt sur le revenu prélevé par les collectivités passe à 32,37 %.

L'impôt sur les revenus du travail, prélevés par les communes et les régions, atteindra en moyenne 32,37 % en 2024 et dans une fourchette comprise entre 28,98 % pour les personnes domiciliées à Österåker et de 35,30 % pour ceux de Degerfors.

Évolution du stock des investissements directs (en Mds de SEK) depuis 2018

	2018	2019	2020	2021	2022
Investissements FR en SE	71	79	48	66	76
Investissements SE en FR	81	90	87	109	126

Le projet d'acier vert Hybrit recevra une aide d'État de 3,1 Mds SEK.

L'Agence suédoise de l'énergie a annoncé que LKAB, 1^{er} producteur de minerai de fer de l'UE et chef de file du projet Hybrit, recevra 3,1 Mds SEK d'aides publiques pour la construction d'une usine de production d'éponges de fer non-fossile à Gällivare (Nord du pays). La demande d'aides s'élevait initialement à 4,7 Mds SEK. Gérée par LKAB depuis octobre, la construction bénéficie ainsi de la plus importante contribution de l'initiative *Industriklivet* depuis sa mise en place en 2018. Le PDG de LKAB se réjouit de l'implication gouvernementale, soulignant l'urgence climatique et la nécessité de créer les conditions propices aux investissements futurs.

LKAB confronté à des pertes potentielles de 90 M€ après un déraillement.

Le géant minier public LKAB pourrait subir d'importantes pertes financières, atteignant potentiellement 1 Md SEK (90 M€), suite au déraillement du « chemin de fer du minerai ». Le 17 décembre, un train de marchandises transportant du minerai de fer a déraillé, paralysant tout le trafic ferroviaire entre la ville minière de Kiruna et le port norvégien de Narvik. Bien que les autorités suédoises aient initialement espéré rétablir la circulation avant Noël, une évaluation préliminaire suggère que la circulation pourrait être paralysée jusqu'à début janvier. Les précédents déraillements en 2021 avaient déjà suscité des inquiétudes quant à la sécurité de la ligne.

Réorientation de l'aide au développement suédoise.

Le Gouvernement suédois, en collaboration avec les Démocrates de Suède (extrême droite), redirige son programme d'aide de 56 Mds SEK/an (5 Mds€). Les négociations, initialement difficiles entre les partis de Tidö, ont abouti à un accord visant à conditionner davantage l'aide au développement. De plus, la coopération internationale sera désormais limitée à 30 pays, avec une focalisation sur la création d'emplois, le commerce et l'éducation, ainsi que sur des initiatives liées aux changements climatiques.

Trois groupes français parmi les employeurs les plus populaires du Royaume.

Selon Universum, on retrouve cette année encore, L'Oréal et Capgemini sur les listes des employeurs les plus populaires (top 30 dans leurs filières respectives) aux yeux des nouveaux talents suédois.

Ericsson remporte un contrat de 14 Mds USD auprès de l'américain AT&T.

L'équipementier télécom suédois va déployer un réseau d'accès radio ouvert (open RAN) qui couvrira 70 % du trafic sans fil d'AT&T aux Etats-Unis. Ce contrat de cinq ans, remporté au détriment de son rival Nokia, a une valeur de l'ordre de 14 Mds USD.

AstraZeneca acquiert Icosavax, pour 800 M\$.

Grâce au rachat de ce développeur de vaccin américain, la société pharmaceutique renforce son portefeuille dans le domaine du VRS et des maladies infectieuses. Son vaccin le plus avancé, IVX-A12, est prêt pour les essais de phase 3 pour le virus respiratoire syncytial (VRS) et le métapneumovirus humain (HMPV). AstraZeneca propose 15\$ par action, ce qui constitue une prime de 43 % par rapport au cours de clôture. Sous réserve de la réalisation de certaines étapes réglementaires et commerciales, une contrepartie supplémentaire pouvant aller jusqu'à 5\$ par action peut être accordée. Cela pourrait potentiellement porter le prix d'achat total à 1,1 Md\$, ce qui équivaut à une prime de 91 %.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2020 (moyenne annuelle)	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023
Suède	-2,2	6,1	2,8	0,5	-0,8	-0,3
Danemark	-2,4	6,8	2,7	0,8	-0,3	-0,1
Finlande	-2,3	3,0	2,1	0,1	0,4	-0,9
Norvège ¹	-1,9	3,9	3,0	0,2	-0,5	-0,5
dont PIB continental	-2,5	4,5	3,8	0,1	0	0,1
Islande	-7,2	4,5	7,2	1,3	1,6	-3,8

Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

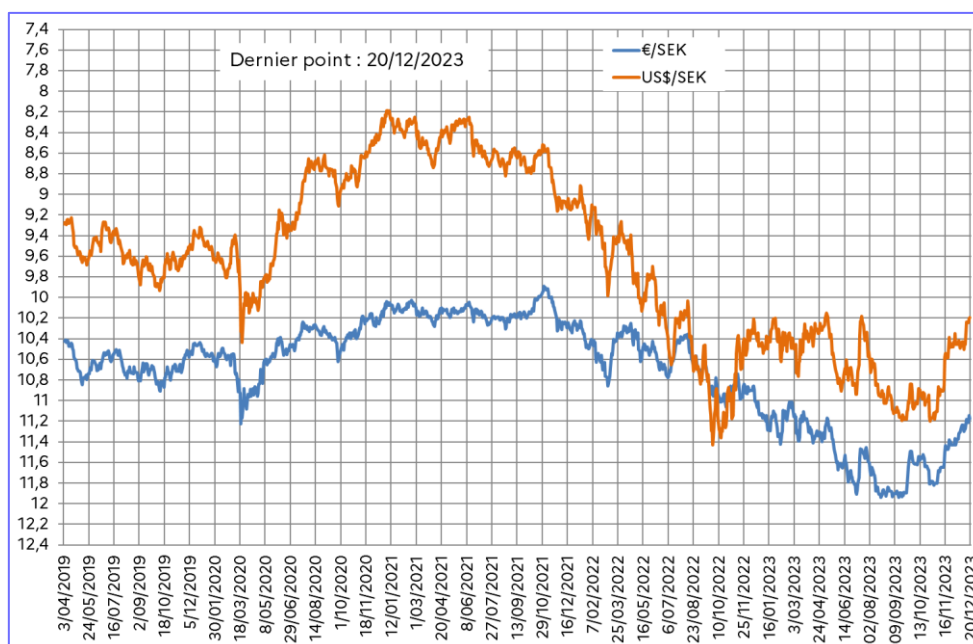
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	2021 (moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023
Suède	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	11,4	9,8	7,7
Danemark	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	7,3	3,6	2,1
Finlande	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	8,4	7,0	5,9
Norvège	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	6,6	6,5	4,5
Islande	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	10,0	9,4	7,7

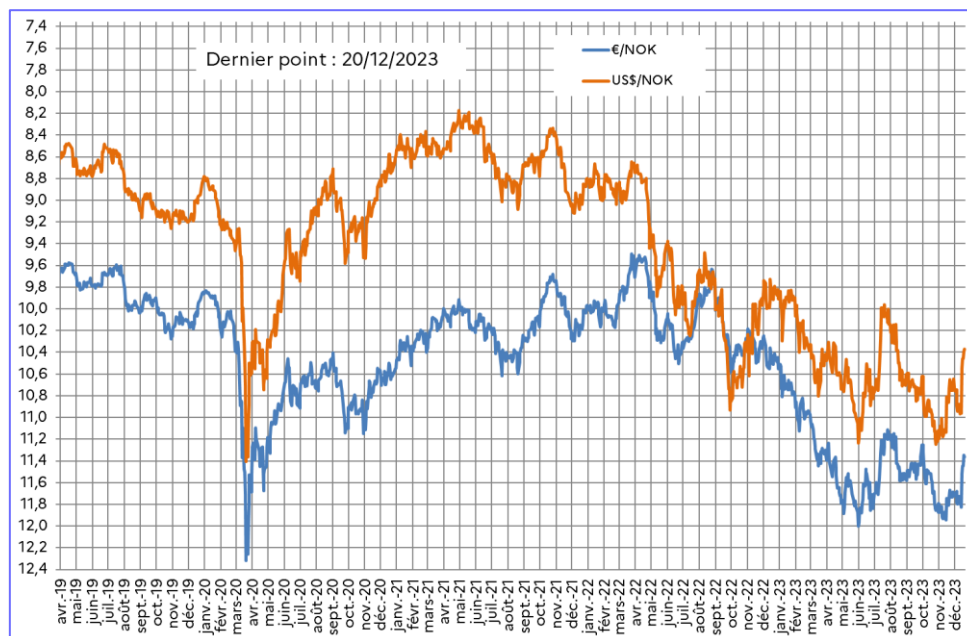
Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, A. Reynaud), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, A. Moulin), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Reyl, G. Secheret) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Abonnez-vous : gustave.secheret@dgtrésor.gouv.fr

pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr